



PREFET DU BAS-RHIN

## DECISION

RELATIVE A UN DOCUMENT D'URBANISME RELEVANT D'UN EXAMEN AU CAS  
PAR CAS EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 121-14 DU CODE DE L'URBANISME

LE PREFET DE LA REGION ALSACE  
PREFET DU BAS-RHIN

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 121-10, R. 121-14 et R. 121-14-1 ;

Vu la demande d'examen au cas par cas (y compris les informations transmises), présentée le 16 octobre 2015 par la commune de Molsheim, relative à l'élaboration de son plan local d'urbanisme ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 17 novembre 2015 ;

Considérant que le projet consiste en l'élaboration du plan local d'urbanisme, qui constitue le cadre des projets et aménagements à venir dans la commune ;

Considérant que la commune est couverte par le plan de prévention des risques d'inondation de la Bruche, en cours de révision, et que les nouvelles études hydrauliques modifient l'étendue et les contours de la zone inondable ;

Considérant que les secteurs d'extension de l'urbanisation, bien que localisés en continuité avec les surfaces urbanisées existantes, atteignent une surface de 20 hectares à court terme auxquels s'ajoutent 12 hectares à long terme ;

Considérant que les informations transmises ne permettent pas de connaître précisément la nombre de logements à construire, ni la densité de construction à atteindre ;

Considérant que certains des secteurs d'extension de l'urbanisation sont prévus, d'une part, sur des zones à dominante humide, d'autre part, sur des terrains susceptibles de constituer un espace de reproduction pour le crapaud vert, espèce protégée qui fait l'objet d'un plan national et d'un plan régional d'actions, alors que le dossier ne mentionne pas la présence potentielle de ce batracien ;

.../...

Considérant qu'au regard des éléments fournis par la commune, l'élaboration du PLU est susceptible d'entraîner des incidences notables sur l'environnement ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace ;

#### DECIDE

Article 1er :

En application de la section cinq du chapitre Ier du titre II du livre premier de la partie réglementaire du code de l'urbanisme, l'élaboration du PLU de Molsheim est soumise à évaluation environnementale.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 121-14-I du code de l'urbanisme, ne dispense pas des autorisations administratives et/ou des procédures de consultation auxquelles les projets permis par le document d'urbanisme peuvent être soumis.

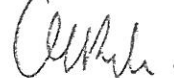
Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin.

Strasbourg, le

14 DEC. 2015

LE PREFET,  
P. le Préfet  
Le Secrétaire Général



Christian RIGUET

Voies et délais de recours
----------------------------

1) Vous pouvez déposer un recours administratif avant le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision.

En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale de la mention du caractère tacite de la décision.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Le recours administratif peut être un recours gracieux adressé à l'auteur de la décision :

Monsieur le préfet de département  
Préfecture du Bas-Rhin  
5 place de la République  
67073 STRASBOURG Cedex

Il peut aussi être un recours hiérarchique adressé au supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision :

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie  
Grande Arche  
Tour Pascal A et B  
Tour Sequoia  
92055 PARIS LA DEFENSE Cedex

2) Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif. Il peut aussi être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la présente décision.

Le recours contentieux doit être adressé au :

Tribunal administratif de STRASBOURG  
31 avenue de la Paix  
67000 STRASBOURG